



Le Collectif Stratégies Alimentaires (CSA) recherche un-e Consultant-e pour la Réalisation d'une Étude de Mapping des Législations et Programmes Publics en Faveur des Achats Institutionnels en Afrique de l'Ouest et Centrale

1. Contexte et Justification

Le CSA et l'Asprodeb, deux agri-agences de l'alliance AgriCord, mènent un projet financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) via la GIZ. Ce projet s'insère dans le programme "Les organisations d'agriculteurs façonnent le développement des systèmes alimentaires 2023-2026", présenté par AgriCord à la GIZ.

L'objectif de ce projet est de renforcer la capacité des organisations paysannes (OP) à convaincre les autorités et institutions publiques à développer des programmes d'achats institutionnels basés sur l'approvisionnement local, adapté aux contraintes des agriculteurs familiaux, et à intégrer les céréales et tubercules produits localement dans les farines panifiables. Le projet soutiendra également les capacités des OP et des coopératives à s'organiser pour répondre à la demande créée par ces nouveaux programmes.

Le projet est mené en collaboration avec le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest) et la PROPAC (Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale), ainsi que leurs membres nationaux. Le CSA réalisera une étude visant à cartographier les législations et programmes publics en faveur des achats institutionnels en Afrique de l'Ouest et Centrale. Cette étude vise à améliorer les systèmes d'achats institutionnels dans ces régions, permettant aux réseaux régionaux d'organisations paysannes (ROPPA et PROPAC) d'engager les pouvoirs publics à favoriser les achats auprès des coopératives d'agriculteurs.

L'étude fournira une vue d'ensemble des législations, politiques et programmes publics existants, aux niveaux régional, national et des entités décentralisées, pour promouvoir les achats institutionnels en faveur des producteurs locaux. Elle contribuera également à documenter les expériences probantes menées par les OP en matière d'achats institutionnels. Même si la collecte des expériences est principalement menée par le ROPPA et la PROPAC, l'étude servira de base pour les échanges avec les membres nationaux des réseaux sur les questionnaires qu'ils rempliront. L'étude aidera également à choisir les pays sur lesquels travailler de manière plus détaillée après le premier mapping général. Un aspect crucial de ce travail est de contribuer à la gestion des connaissances, en renforçant les capacités des OP par la mise en ligne de tous les documents collectés sur une plateforme dédiée.

2. Objectifs de l'Étude

Objectif Général : Réaliser un mapping des législations, politiques, programmes publics et expériences probantes en Afrique de l'Ouest et Centrale en faveur des achats institutionnels, en se focalisant sur les mesures orientées sur la demande (achats institutionnels) et l'offre (production des paysans).

Objectifs Spécifiques :

1. Recenser les législations et politiques publiques existantes aux niveaux régional, national et décentralisé concernant les achats institutionnels.
2. Analyser les programmes et initiatives publics qui soutiennent les achats institutionnels et l'offre des producteurs.
3. Identifier les institutions et conseils facilitant la mise en relation et la concertation entre les différents acteurs des achats institutionnels.
4. Formuler des recommandations pour renforcer l'engagement des pouvoirs publics en faveur des achats institutionnels auprès des coopératives d'agriculteurs.
5. Relever les expériences probantes menées par les OP de la zone en matière d'achats institutionnels impliquant les coopératives agricoles et agriculteurs familiaux, en s'appuyant sur les questionnaires remplis par les membres des réseaux ROPPA et PROPAC.
6. Alimenter une plateforme en ligne pour centraliser et diffuser les documents et résultats de l'étude, afin de renforcer les capacités des OP.
7. Appuyer l'organisation d'un webinar spécifique en octobre 2024.
8. Contribuer aux modules de formation :
 - o avec la production de modules avec des PPT reprenant la situation de référence générale (sous-région) et nationale ;
 - o avec l'identification d'OP qui pourront témoigner (PPT et questionnaire d'étude de cas : une par pays ciblé).

3. Portée de l'Étude

Géographique :

- Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.
- Afrique Centrale : Cameroun, République Centrafricaine, Tchad, Congo-Brazzaville, RDC, Gabon, Guinée Équatoriale, São Tomé-et-Príncipe.

Thématique :

- Législations et politiques : Analyse des cadres législatifs et politiques nationaux et régionaux relatifs aux achats institutionnels.
- Programmes publics : Évaluation des programmes et initiatives orientés sur la demande et l'offre en matière d'achats institutionnels. Relevé des expériences probantes menées par les OP.

- Institutions et conseils : Identification des entités facilitant la concertation entre les différents acteurs.
- Gestion des connaissances : Alimentation d'une plateforme en ligne pour la diffusion des résultats et documents pertinents.

4. Méthodologie

1. Premier mapping (situation de référence) :

- o Travailler en concertation avec les réseaux pour analyser les documents disponibles et les questionnaires collectés.
- o Analyser les données secondaires et études disponibles sur les législations et programmes publics (notamment du PAM et de la FAO) et les faire valider par les OP nationales.
- o Entretiens individuels avec chaque plate-forme nationale.
- o Réunions collectives par réseau (CSA, consultant, OPR, OPN) en ligne en anglais et en français.

2. Mapping et analyse dans un nombre limité de pays (2 par région) :

- o Analyse approfondie des législations, mécanismes et interventions des OP en matière d'achats institutionnels dans les 4 pays ciblés.
- o Réunions collectives par réseau et webinaire pour valider le travail de référence et réfléchir sur les solutions à entreprendre.

Collecte de Données :

- Revue documentaire : Analyse des documents législatifs, rapports de politiques, programmes gouvernementaux, publications académiques, documents recueillis auprès des OP et rapports des ONG.
- Entretiens et consultations : Rencontres avec des responsables politiques, membres des réseaux ROPPA et PROPAC, représentants des coopératives d'agriculteurs, et autres parties prenantes.
- Enquêtes et questionnaires : Administration de questionnaires aux acteurs clés pour recueillir des données spécifiques et complémentaires.

Analyse des Données :

- Analyse qualitative : Approfondissement des informations recueillies via des entretiens et documents.
- Analyse comparative : Comparaison des différentes politiques et programmes entre pays et régions.
- Organisation de réunions de partage des résultats de l'étude avec les réseaux, en collaboration avec l'équipe projet.

5. Gestion des Connaissances

1. **Alimentation d'une plateforme en ligne** : alimentation d'une plateforme numérique pour héberger et diffuser les documents collectés et les résultats de l'étude, téléchargement et organisation des documents sur la plateforme pour un accès facile et une utilisation optimale par les OP.
2. **Formation des OP** : Sessions de formation pour les OP sur l'utilisation de la plateforme et l'accès aux ressources disponibles.

6. Livrables

1. **Rapport Préliminaire** : Présentation des premiers résultats et constatations.
2. **Rapport Final** : Document détaillé incluant les résultats de l'étude, analyses, et recommandations.
3. **Synthèse Exécutive** : Résumé des principales conclusions et recommandations à l'intention des décideurs.
4. **Base de Données** : Compilation des législations, programmes, et institutions identifiés durant l'étude.
5. **Web-réunions** : Partage des résultats de l'étude avec les réseaux.
6. **Alimentation de la plateforme en Ligne** : placement de tous les documents et résultats disponibles pour les OP sur un site web dédié.
7. **Sessions de Formation** : Programmes de formation et manuels d'utilisation pour les OP.
8. **Contribuer aux modules de formation** :
 - o la production de modules avec des PPT reprenant la situation de référence générale (sous-région) et nationale ;
 - o avec l'identification d'OP qui pourront témoigner (PPT et questionnaire d'étude de cas: une par pays ciblé).

7. Calendrier (environ 30 jours de travail effectif)

Activités	Période
Revue documentaire	Semaines 1 à 4
Collecte de données sur le terrain	Semaines 2 à 4
Analyse des données primaires	Semaines 4 à 9
Analyse approfondie sur 4 pays	Semaines 5 à 7
Alimentation de la plateforme	Semaines 5 à 10
Réunions de partage	Semaine 5
Rédaction et validation du rapport préliminaire	Semaine 9
Soumission du rapport final	Semaine 10

8. Compétences Requises

- **Expertise en politiques publiques** : Connaissance approfondie des législations et politiques en matière d'achats institutionnels et agricoles.
- **Expérience en recherche et analyse** : Capacités éprouvées en collecte et analyse de données qualitatives et quantitatives.
- **Connaissance des contextes régionaux** : Familiarité avec les dynamiques socio-économiques de l'Afrique de l'Ouest et Centrale.
- **Compétences en communication** : Excellentes aptitudes rédactionnelles et de présentation pour la rédaction des rapports et la synthèse des informations, utilisation agile des outils web.
- **Compétences en formation** : Capacité à organiser et conduire des sessions de réunion/formation pour divers groupes d'acteurs.

9. Budget et Ressources

Le budget alloué pour cette étude doit couvrir les frais de recherche, collecte de données, et autres dépenses opérationnelles. Une proposition détaillée du budget doit être soumise par le consultant.

10. Modalités de Soumission

Les propositions doivent inclure :

- Un CV détaillé du consultant ou de l'équipe de consultants.
- Une méthodologie détaillée pour la réalisation de l'étude.
- Un calendrier précis des activités.
- Un budget détaillé.

Les soumissions doivent être envoyées par courrier électronique à l'adresse suivante : anne.petre@csa-be.org avant le 10/08/2024.